

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

Randa Maddah, Light Horizon, 2012

SYRIE

À l'heure de la consolidation autoritaire du pouvoir

Cet article est le fruit d'un séjour en Syrie de novembre 2024 à février 2025 pendant et juste après la chute du régime d'al-Assad. Il a été rédigé sur place par notre ami Félix Legrand. Dans la première partie, il avait relaté l'évolution de la milice islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) jusqu'à sa prise de pouvoir. Dans la deuxième partie qui suit, il met en lumière le difficile processus de transition. Les tendances autoritaires du nouveau gouvernement et la mise en danger des minorités évoquées dans ce texte se sont entre-temps confirmées, comme l'explique l'article d'Amalia van Gent dans ce même numéro.

Ahmed al-Charaa se trouve depuis le 8 décembre 2024 dans une situation paradoxale, où son autorité semble à la fois incontestée, tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, mais est en même temps dans une position particulièrement fragile, au centre d'un environnement politique extrêmement fragmenté et polarisé.

Il se maintient au pouvoir grâce à une victoire dont il se croit le seul architecte, selon la formule souvent portée par ses partisans, «celui qui libère décide» (*min iharer iqarer*), oubliant presque que cette victoire n'a été possible qu'au prix d'importantes concessions ayant permis de rassembler ses alliés et de rassurer ses ennemis.

De plus, le pays reste sous l'influence de nombreuses factions, dont certaines ont participé à la libération du pays et qui ne manquent pas de poser leurs conditions avant d'accepter un désarmement et une dissolution de leur structure. Al-Charaa avance donc sur une ligne de crête, entre ceux qui s'opposent à une domination islamiste, exclusivement sunnite et autoritaire sur l'État, et ceux qui au contraire se sentent trahis par les revirements politiques du mouvement et la déviation de la ligne islamiste.

Par ailleurs, si les exactions auxquelles beaucoup s'attendaient ont largement été évitées pendant la bataille jusqu'au 8 décembre, celles-ci apparaissent désormais de manière

inquiétante dans les régions alaouites de la côte et de Homs. Des factions, agissant souvent de manière autonome et parfois composées de combattants étrangers, prennent en main de manière chaotique les purges et le désarmement d'anciens membres du régime, le tout en l'absence de plan de justice transitionnelle.

Si le nouveau pouvoir a rapidement cédé face aux pressions sur certains sujets hautement symboliques – tels que le retrait du drapeau de la *chahada* islamique des représentations officielles et les changements annoncés des programmes scolaires –, il ne recule pas sur d'autres particulièrement importants – comme le maintien d'un ministre de la Justice ayant pratiqué des exécutions publiques et des peines corporelles pendant le conflit ou encore les nominations de combattants étrangers à des postes d'officiers de la nouvelle armée.

À cela s'ajoute la pression des milieux islamistes qui, se sentant trahis par l'évolution idéologique de HTC, souhaitent accélérer l'islamisation de l'État et de la société ainsi que l'application de la *charia*. De toute évidence, plus Ahmed al-Charaa multiplie les concessions et poursuit son recentrage politique, plus l'espace politique de ses adversaires islamistes s'élargit. Depuis le 8 décembre, il doit faire face à d'intenses pressions de sa base qui exige la libération des prisonniers à Idlib. Ces revendications s'appuient sur le fait que, tandis que les prisons du reste de la Syrie ont été ouvertes et que

le nouveau pouvoir a proclamé une large amnistie pour les militaires de l'ancien régime, les détenus d'Idlib, souvent issus des milieux salafistes et djihadistes et ayant milité pour l'ouverture d'un front contre Damas, restent quant à eux incarcérés.

Il est évident que les questions communautaires et les garanties de sécurité des minorités paraissent essentielles dans la toute première phase de la transition, dans un pays qui est désormais dirigé par un groupe dont l'histoire est marquée par des violences confessionnelles, et où d'importantes exactions continuent d'avoir lieu. Pourtant, à mesure que l'on avance dans le processus de transition, les questions de l'autoritarisme, de l'État de droit et de la politique économique reviennent au centre du jeu.

S'il est trop tôt pour déceler une véritable politique économique, des inquiétudes émergent quant au risque d'une accélération vers une transition néolibérale, déjà entamée par Bachar al-Assad, et dont les liens avec le déclenchement du soulèvement de 2011 ne sont plus à démontrer¹. Il est fort probable, au regard de ce qui a été fait à Idlib, que la Syrie entre dans une phase de libéralisation économique, avec une réduction du rôle du secteur public au profit du secteur privé et des ONG. Une grande incertitude demeure sur le sort des nombreux fonctionnaires qui ont été mis en congé sans solde le temps de clarifier la situation. Le démantèlement des réseaux clientélistes de l'ancien régime semble servir de prétexte à une redistribution des ressources de l'État et à un détricotage du secteur public.

Par ailleurs, les risques d'une consolidation autoritaire du pouvoir suscitent déjà de vives inquiétudes. Bien que présentée comme transitoire, la composition du nouveau gouvernement révèle la volonté manifeste d'al-Charaa de verrouiller les leviers essentiels du pouvoir en s'appuyant sur un cercle rapproché de fidèles. Les hauts dirigeants d'HTC monopolisent les postes stratégiques tandis que l'administration est soit démantelée soit encadrée par une structure parallèle fidèle à l'organisation, sur le modèle de la double structure en vigueur à Idlib.

Directement subordonnée à HTC, l'«administration des territoires libérés» (*Idara al-Manateq al-Muharrara*) coexistait avec l'administration plus technocratique du gouvernement du Salut. Après le 8 décembre, c'est une structure connue sous le nom d'«administration des affaires politiques» (*Idara al-shuum al-siassiaya*) qui permet à HTC de maintenir le contrôle sur l'appareil d'État. Si les effets concrets de cet encadrement restent difficiles à mesurer, la désignation unilatérale des dirigeants syndicaux et des instances d'encadrement professionnel, justifiée par la volonté de les épurer du parti Baath, ainsi que la perspective d'un encadrement plus strict du droit associatif, alimentent chaque jour davantage la défiance envers le pouvoir en place et la crainte d'une transition qui s'éternise avec la consolidation d'un pouvoir autoritaire.

Conclusion

L'emprise grandissante d'HTC sur l'appareil étatique syrien suscite des réticences jusque dans les cercles révolutionnaires, où certains ironisent déjà sur un «mouvement correctif» (*Haraka Tas'hihiya*) d'Ahmed al-Charaa, en référence au recentrage autoritaire de Hafez el-Assad en 1970 qui, tout en éliminant ses concurrents politiques, adoptait lui aussi une politique pragmatique, s'éloignant des idéaux initiaux du parti Baath.

Il est évident que le nouveau pouvoir n'est en rien comparable avec la dictature du régime précédent, dont la chute est indéniablement un progrès. Pourtant cette référence n'est pas entièrement infondée dans la mesure où, pour HTC, le recentrage politique par pragmatisme coïncide avec une prise de contrôle autoritaire, dans un premier temps d'Idlib et aujourd'hui, dans une certaine mesure, de la Syrie. Mais ce qui sera le plus déterminant, comme ça l'a été depuis le début du conflit, c'est la capacité de la société syrienne à s'auto-organiser et à constituer des contre-pouvoirs efficaces, capables de limiter les dérives autoritaires si fréquentes en période de transition et de préserver les acquis de la révolution.

Ce sont ces contre-pouvoirs qui ont (partiellement) imposé à HTC la ligne politique des révolutionnaires de 2011, poussant à une transformation en profondeur, condition né-

cessaire à la victoire. Le retour des slogans et des symboles non confessionnels, favorisant l'unité du pays autour d'un mot d'ordre contre la dictature, peut ainsi être perçu comme un retour aux fondamentaux révolutionnaires suite à près d'une décennie de dérives confessionnelles.

Mais les conquêtes politiques de la ligne dite «de 2011» restent limitées et fragiles. Les quelques tentatives de recréation de conseils locaux, modèles d'auto-organisation démocratique caractéristique du mouvement révolutionnaire syrien, restent marginales face à la mainmise d'HTC sur l'appareil d'État. De plus, si les transformations politiques d'HTC semblent acquises, une partie de l'organisation, des cadres et de la base du mouvement reste ancrée, si ce n'est dans une idéologie salafiste, au moins dans un suprémacisme sunnite certain.

De toute évidence, et comme l'ont montré les expériences difficiles des Printemps arabes, la chute du régime ne constitue qu'une étape, certes importante, mais incomplète et fragile, du processus révolutionnaire.

Félix Legrand
CAREP*, 19.02.2025

* Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position du CAREP Paris.

1. Anand Gopal, «The Arab Thermidor», *Catalyst*, 2, vol. 4, été 2020.

La Syrie au bord du gouffre

Récemment, les Kurdes ont célébré une conférence dans le nord-est de la Syrie comme une rare lueur d'espoir dans l'horreur de la guerre au Proche-Orient. Plus de 400 représentant·es des principaux partis et institutions kurdes de Syrie, de Turquie, d'Irak et d'Iran, mais aussi des personnalités indépendantes de la diaspora kurde mondiale, s'étaient réunis dans la petite ville de Qamichli pour débattre ensemble de l'avenir du mouvement national kurde.

Dans leur déclaration finale, deux messages ont retenu l'attention: «*Le temps de l'unité kurde est maintenant*», disait le premier. Et: «*La Syrie doit être un État décentralisé et démocratique, dans lequel les droits de toutes les autres minorités sont inscrits dans la Constitution*».

Une rencontre unique

Les personnes présentes à Qamichli avaient toutes les raisons de faire la fête. Depuis que le territoire kurde avait été morcelé en quatre parties par des frontières arbitraires après la Première Guerre mondiale, les dirigeants kurdes étaient surtout célèbres pour leur légendaire esprit de discorde.

Souvent animés par un profond désir d'autonomie dans «leur» région, ils se sont laissés abuser à servir les intérêts d'autres

puissances et se sont également engagés dans la lutte contre les Kurdes des pays voisins. La trahison et ces dissensions ont été le fil rouge de l'histoire kurde des cent dernières années. Mais à Qamichli, 400 Kurdes de différents pays et mouvements se sont réunis pour la première fois – ce qui a rendu cette rencontre unique dans l'histoire kurde.

Deux hommes ont rendu possible la première conférence pan-kurde: d'une part Masoud Barzani, qui gouverne l'État kurde du nord de l'Irak comme un chef de tribu traditionnel et qui est l'idole des Kurdes conservateurs. D'autre part, Mazlum Kobane, qui incarne dans le nord-est de la Syrie dominé par les Kurdes, également appelé Rojava, le visage du mouvement de gauche laïque, idéologiquement proche du PKK. Tous deux représentent les deux grandes tendances du

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Jun 2025 - Nr. 348 - Prix du n°: 4 euros/7FRS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FRs - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

mouvement national kurde. Enfin, la conférence a été rendue possible parce que les pourparlers de paix entre le gouvernement Erdogan et le fondateur du PKK Abdullah Öcalan se poursuivent en Turquie. L'espoir de paix en Turquie avait également entraîné temporairement une détente dans la région frontalière avec le nord-est kurde.

Des positions non négociables

Le document final de la conférence, adopté à l'unanimité, s'est longuement penché sur la forme d'État de la «nouvelle Syrie». La Syrie devrait donc être:

- Un État gouverné démocratiquement, dans lequel la séparation des pouvoirs et la liberté religieuse sont garanties.
- Un État dans lequel les droits de toutes ses composantes religieuses et ethniques (alaouites, druzes, kurdes et minorités chrétiennes) sont inscrits dans la Constitution.
- L'égalité des sexes doit y être garantie.
- Le droit à l'éducation dans la langue maternelle doit y être garanti pour toutes les minorités.
- Enfin, cet «État décentralisé» devrait regrouper les régions kurdes sous un toit fédéral syrien en tant qu'unité politique administrative intégrée.

Ce document, qualifié de «*vision politique commune*» des Kurdes, devrait servir de base au dialogue avec Damas. Les droits culturels et linguistiques de tous les groupes de population, la liberté de religion, l'égalité des sexes ainsi qu'un système de gouvernement décentralisé sont toutefois des «*principes non négociables*», a déclaré İlham Ehmed, de facto ministre des Affaires étrangères du Rojava. Ce sont les «*lignes rouges*» non négociables des Kurdes.

Lignes rouges de Damas

La présidence syrienne a rapidement condamné les «*revendications fédéralistes*» du Rojava. «*Nous rejetons toute tentative d'imposer une partition ou des cantons séparatistes dans des conditions de fédéralisme ou d'autonomie, sans créer un consensus national*», a-t-elle déclaré dans un communiqué.

La réaction d'Ankara a été encore plus virulente. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a qualifié la structure fédérale demandée à Qamichli de «*fantasme qui n'a pas sa place dans la réalité syrienne*». Les Kurdes feraient mieux de «*prendre des décisions qui servent la stabilité de la région au lieu de poursuivre des rêves qui constituent une menace pour elle*», a-t-il poursuivi en proférant des menaces non dissimulées: l'intégrité territoriale de la Syrie n'est «*pas négociable*» pour la Turquie.

La Turquie est particulièrement proche des nouveaux dirigeants syriens. Sans le

soutien militaire de la Turquie, l'offensive éclair du mouvement djihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), qui a conduit début décembre à la chute du régime de la famille al-Assad, n'aurait pas été possible. Pour cette raison déjà, le gouvernement d'Ankara est convaincu de pouvoir influencer de manière déterminante la politique à Damas.

Des espoirs sans cesse déçus

Une longue chaîne d'espoirs ravivés, mais toujours amèrement déçus, a déstabilisé le pays. Ahmed al-Chaara, qui avait mené l'offensive éclair Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) à Damas, a été nommé président de transition de la Syrie en janvier dernier. Sa promesse à l'époque de former un «gouvernement de transition inclusif qui reflète la diversité de la Syrie» a suscité de grands espoirs.

La Syrie est une mosaïque sociale diversifiée. Jusqu'à vingt communautés ethniques et religieuses différentes y vivent. Bien qu'il n'existe pas de chiffres fiables, on estime qu'environ 60 à 65 pour cent de la population syrienne sont des Arabes sunnites. Les 35 à 40 pour cent restants sont des Kurdes, des Alaouites, des Druzes et des Chrétiens.

Pendant 70 ans, la famille al-Assad a régné sur ce mélange hétéroclite de peuples par une répression dirigée contre tous les groupes ethniques sans exception. La perspective de pouvoir vivre sans craindre la torture et la persécution a plongé le pays dans une sorte d'euphorie en décembre dernier.

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé: début mars dans la région côtière de Lattaquié, une foule enragée d'extrémistes djihadistes perpétrait des massacres contre la minorité alaouite. Selon l'Observatoire syrien des droits humains (SOHR), plus de 1500 personnes sont mortes – d'autres organisations parlent même de 5000 morts. La plupart d'entre elles étaient des femmes, des enfants et des personnes âgées. Depuis, plus de 100.000 Alaouites auraient fui vers le Liban. Les demandes d'enquête sur ces massacres n'ont à ce jour pas été satisfaites.

Recette pour un règne d'un seul homme

Le 10 mars, le président syrien al-Charaa et le commandant en chef kurde Mazlum Kobane ont signé un accord révolutionnaire. Celui-ci prévoit un cessez-le-feu entre leurs forces armées, la démilitarisation des villes et le droit des personnes déplacées à retourner chez elles. L'accord garantit l'égalité des droits culturels et politiques pour tous. D'ici la fin de l'année, les forces armées du Rojava devraient être intégrées à l'armée syrienne.

Mi-mars, al-Charaa a présenté un projet de Constitution qui confère au président des droits exécutifs quasi illimités. Selon le do-

cument composé de 53 articles, il peut en fait nommer tous les membres du pouvoir législatif ainsi que les sept membres de la Haute Cour constitutionnelle, sans contrôle parlementaire ou autre. Le projet de constitution faisait de la jurisprudence islamique la principale source de législation et fixait la durée du gouvernement de transition à cinq ans.

La promesse d'al-Charaa de former un gouvernement inclusif reflétant la diversité de la Syrie semblait déjà avoir été oubliée. Al-Charaa n'a pas consulté les minorités au sujet de la Constitution et ne leur a pas demandé leur avis lorsqu'il a présenté son nouveau cabinet fin mars.

Déçus, les Kurdes, les Druzes, les Alaouites et les Chrétiens ont tour à tour rejeté le diktat de Damas. Le mot «*démocratie*» apparaît quatre ou cinq fois dans la constitution de 2012 sous Bachar el-Assad, mais pas une seule fois dans l'actuelle, s'est moqué Mohammed A. Salih, analyste des affaires régionales et kurdes, sur le portail Internet indépendant turc Bianet. En l'espace de quatre mois, la confiance entre la majorité sunnite du pays et les minorités a manifestement été totalement perdue.

Nouvelle flambée de violence

Début mai, de violents affrontements ont eu lieu entre les troupes sunnites d'al-Charaa et des combattants druzes locaux à Jaramana et Sahnaja, deux banlieues de Damas peuplées principalement de Druzes. Un enregistrement audio apparu brièvement sur Internet et contenant soi-disant des insultes envers le prophète Mahomet a été attribué à l'éminent religieux druze Cheikh Marwan Kiwan – ce que ce dernier a toutefois «*catégoriquement et fermement*» démenti.

Le clip a néanmoins mobilisé les forces pro-gouvernementales qui, tard dans la soirée, se sont livrées à de violents combats avec des combattants druzes à Jaramana et Sahnaja. Au moins 18 personnes y ont perdu la vie et des dizaines d'autres ont été blessées.

Le lendemain, Israël a de nouveau mené plusieurs attaques aériennes contre la Syrie – cette fois-ci soi-disant pour protéger les Druzes. Car depuis le changement de pouvoir à Damas, le Premier ministre israélien s'est autoproclamé protecteur des Druzes en Syrie.

Le président turc Erdoğan a qualifié les frappes aériennes d'Israël de «*provocation inacceptable*». Car depuis le changement de pouvoir à Damas, il se voit lui aussi dans le rôle de protecteur du gouvernement al-Charaa. «*Nous réagirons de différentes manières à toute tentative d'entraîner notre pays voisin dans un nouveau borbier d'instabilité*», a encore ajouté Erdoğan. Le président turc n'a pas précisé ce qu'Ankara pourrait faire exactement dans ce cas. Ce qui est sûr, c'est que la stabilité de la Syrie est aujourd'hui plus fragile que jamais.

Amalia van Gent*
2 mai 2025

* Amalia van Gent a travaillé comme journaliste de presse écrite, de radio et de télévision en Irak, au Pakistan et dans les Balkans et y a couvert les guerres pour les médias suisses. Article paru dans *Infosperber*, une plate-forme journalistique en ligne indépendante.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Réflexions sur la judéité

Comment penser une judéité antisioniste en Europe? Qu'est-ce qu'être juif en Europe aujourd'hui? Voilà des questions qui me traversent depuis longtemps, encore plus depuis le 7 octobre 2023. Je suis né d'une mère juive antisioniste. Si ma famille n'a jamais été pratiquante, les mémoires de ma judéité m'ont été transmises comme il se doit. À force de questionnements, il me semble avoir tiré quelques conclusions qui valent la peine d'être partagées.

Si aujourd'hui en Europe, tous·tes connaissent l'histoire des juif/ves à partir de la naissance de l'antisémitisme moderne, bien peu ont connaissance de celle-ci durant le Moyen Âge et la Renaissance.

Brève histoire des juif/ves d'Europe

Différentes périodes ont vu la judéité s'épanouir en Europe médiévale, pourtant, le traitement de la minorité juive par le pouvoir féodal, d'obédience chrétienne, démontre comment celui-ci préfigure le traitement colonial, puis la naissance de la blancheur. Il y a dès lors une spécificité de l'oppression subie par les juif/ves: le fait qu'ils aient toujours été utilisé·es comme tampons, comme moyen de détourner l'attention, d'abord par les rois et seigneurs vis-à-vis des masses paysannes, puis par les pouvoirs blancs vis-à-vis des colonisé·es.

Comment définir les principes coloniaux? Voilà une question épineuse. Il me semble cependant que, malgré tous les contextes historiques, géographiques et sociaux qui viendront apporter leurs nuances, deux grands principes sont au cœur de la démarche coloniale: la certitude du colon qu'il fait partie d'une race, ou d'une lignée, supérieure, dont la pureté doit être préservée, impliquant automatiquement que les colonisé·es sont inférieur·es par nature, et la légitimité qu'il s'octroie à s'appropriier et à contrôler les corps des colonisé·es. Durant le Moyen Âge, ces principes s'appliquèrent régulièrement aux juif/ves.

Appropriation des corps et préservation d'une pureté de sang

En 694, à Tolède, non loin de la ville moderne de Madrid, accusé·es de complot, les juif/ves sont réduit·es en esclavage¹ à la suite d'un concile. Les conséquences du décret sont nombreuses: les populations juives, privées de leurs biens, sont dispersées à travers le royaume pour servir d'esclaves. Leurs enfants leur seront arrachés dès l'âge de sept ans pour recevoir une éducation chrétienne. Le juif est comparé à un «animal stupide». Race inférieure, à laquelle on ne reconnaît même plus le statut d'être humain. Enfin, même les juif/ves qui avaient choisi le baptême plutôt que la mise en esclavage étaient toujours considéré·es comme juif/ves. En 1364, à Paris, Charles V oblige les populations juives à résider dans une rue close, l'actuelle rue des Rosiers². Les statuts de Pérouse, en Italie, datés de 1342, mentionnent l'interdiction pour un juif d'avoir des relations sexuelles avec une chrétienne³. En 1449, à Tolède encore, les descendant·es de juif/ves converti·es se voient interdire toute fonction publique dans la cité⁴. La raison? La certitude que leur sang véhicule le mal juif. Enfin, comment ne pas

évoquer 1516, où fut créé à Venise le premier ghetto juif, avec l'objectif clairement énoncé de «garder» les juif/ves en ville «pour que l'on pût se servir de leurs personnes et de leur argent pour tous les besoins de cet Etat»⁵. Contrôle des corps, encore et encore.

Les puissances européennes ont toujours su, consciemment ou non, utiliser les juif/ves comme pare-feu, que ce soit à l'intérieur où à l'extérieur de l'Europe. On sait aujourd'hui, grâce au travail des historien·nes, que le crédit juif est plutôt surévalué dans l'imaginaire européen. S'il y avait effectivement des juif/ves usurier·es pendant le Moyen Âge, ils étaient plutôt en charge du petit prêt à la consommation, la sphère du haut-crédit ayant toujours été réservée à des structures chrétiennes⁶. On sait également que dans l'Europe médiévale, les juif/ves étaient bien d'autres choses que des usurier·es, mais qu'ils ont été essentialisé·es à ce rôle par les puissances chrétiennes et seigneuriales. Ainsi, lorsque les temps étaient durs et que la colère montait, elle n'était pas tournée vers les seigneurs, mais vers les juif/ves. Pareillement, les massacres de juif/ves pendant la révolte cosaque du 17^e siècle s'expliquent par le fait que les seigneurs polonais avaient fait les juif/ves collecteur/trices de dettes⁷. Quel bel épouvantail que les juif/ves!

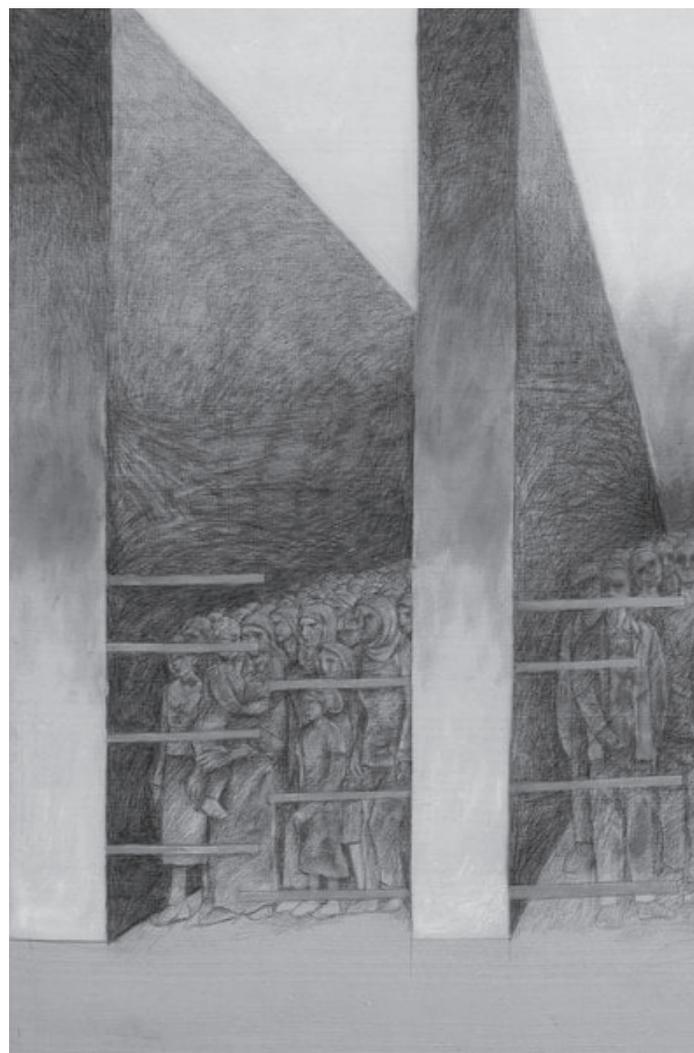
Ainsi, à travers les époques, les communautés juives d'Europe ont servi d'épouvantails aux différents pouvoirs, jusqu'à la fin du 19^e siècle et la naissance du sionisme qui confine l'instrumentalisation des juif/ves à un degré suprême. Rappelons le soutien de Lord Balfour et sa clique d'antisémites au projet sioniste de Theodor Herzl, qui n'avait rien d'une bonne action, mais répondait à un double besoin: d'une part, se débarrasser définitivement des juif/ves, car les gouvernements d'Europe occidentale n'appréciaient pas leur intégration croissante dans la société. D'autre part, les Anglais voyaient dans la chute de l'Empire Ottoman l'opportunité de renforcer leur contrôle sur le canal de Suez, et de s'assurer une route terrestre vers les Indes. Les sionistes ont alors été leurs idiots utiles. L'Homme blanc a saisi l'occasion de réaliser son fantasme: il n'avait même plus besoin d'être colon lui-même, les sionistes se proposaient de l'être à sa place. Qu'il a dû jubiler Balfour!

La situation des juif/ves dans l'Europe du Moyen Âge a donc servi de laboratoire interne au colonialisme avant l'expansion européenne. Il semble que, si la blancheur et les pratiques coloniales

ont été théorisées au contact des peuples d'Amérique et d'Afrique, l'oppression des juif/ves d'Europe a permis leur invention. Par ailleurs, la condition des juif/ves d'Europe comme corps colonisés au sein même de l'empire blanc les a conduits à nouer des alliances avec l'opresseur, dans une tentative opportuniste de sortir de leur condition. Ces alliances se sont évidemment soldées par des échecs causant massacres et expulsions, car l'opresseur utilise les corps des oppressé·es, il ne les protège pas.

La Shoah et la trahison du sionisme

La judéophobie européenne a ainsi nourri l'horreur coloniale. La réciproque s'applique également. L'horreur coloniale a permis l'invention de l'antisémitisme moderne. L'histoire, tout du moins telle qu'elle est enseignée en France, s'applique à présenter la Shoah comme un événement isolé, apparu spontanément sous la folie nazie. Je crois que la réalité est toute autre. Je crois que c'est précisément le colonialisme et l'esclavage qui l'ont permise. Qu'elle est leur conséquence logique. C'est le colonialisme qui a permis à l'Homme blanc de se prendre pour Dieu. Hitler n'a rien inventé; il a simplement appliqué aux juif/ves ce qui se faisait outre-mer. Dès lors, il est aisé de comprendre pourquoi le pouvoir blanc se débat tant pour présenter la Shoah comme un événement isolé, imputable uniquement à l'exaltation allemande: dire autre chose, ce serait reconnaître sa responsabilité de fait dans l'invention du nazisme. Mais l'Homme blanc se voit comme bon; il ne saurait souffrir une telle opprobre.



Quid désormais des conséquences de la Shoah? Il en résulte un pacte, qui entérine en 1947 les tractations entreprises entre Balfour et Rothschild 30 ans auparavant. Un pacte où les blancs disent «*Vous, juif/ves sionistes, nous vous faisons blanc-hes. Nous vous laisserons dire que vous aussi, vous faites partie des corps légitimes de la nation*»⁸. Nous ne serons jamais dupes que vous ne l'êtes pas, mais nous vous le laisserons croire. En échange, vous commettrez nos crimes. Vous vous attirerez les foudres des peuples arabes, vous volerez, vous pillerez, vous violerez, vous coloniserez, vous commettrez le génocide à notre place, au nom de votre statut de victimes. C'est là la condition de votre accès à la blancheur». Et les sionistes répondirent «*Ainsi soit-il. Nous nous battons pour enfin être blancs, qu'importe si cela veut dire perdre tout ce qui fait de nous des juif/ves*». Car le sionisme, peu importe le plan à partir duquel on l'observe, est l'antithèse de ce qui a toujours fait la judéité.

Sur un plan mémoriel d'abord. Les juif/ves, comme toutes celles et ceux qui ont eu à subir l'oppression blanche, sont dépositaires de récits traumatiques. En commettant à leur tour ces exactions, qui plus est pour le compte du pouvoir blanc, les sionistes ont trahi une première fois le judaïsme. Par ailleurs, quelques 88.000 survivant·es de la Shoah vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté en Israël⁹. Quel piètre défenseur des mémoires que le sionisme, qui laisse les dépositaires de celles-ci mourir de faim au sein de son propre État!

Sur un plan religieux ensuite. Si le sionisme s'évertue à faire croire que son histoire est

écrite dans la Torah, il est important de rappeler que son existence même constitue un blasphème. Le retour des juif/ves en *Eretz Israël* est synonyme de fin des temps, un événement qui ne saurait provenir d'une cause humaine. Cela reviendrait à laisser un mortel décréter quel jour est celui du jugement dernier. Les trois religions monothéistes s'accordent sur un point: «*Méfiez-vous des faux prophètes*». Et pourtant, le sionisme a succombé à Herzl. Mais n'étant pas religieux moi-même, je voudrais porter cette trahison sur un plan spirituel, au-delà des considérations religieuses. En 1704, des jésuites rencontrent à K'ai-Feng, en Chine, une communauté juive dont on retrouve des traces depuis 718¹⁰. Iels semblaient être là depuis si longtemps qu'iels n'étaient même pas au courant de la naissance de Jésus. Comment alors peut-on oser parler de peuple juif? Il n'y a pas de peuple juif, il n'y a pas non plus des peuples juifs. La judéité est diaspora. C'est là son essence. La diaspora a donné la cuisine juive tunisienne, a fait rayonner le théâtre yiddish dans le Broadway des années 1920. La diaspora a donné naissance à Einstein, à Bohr, à von Neumann et à Oppenheimer. Mais aussi à Marcel Proust, à Georges Perec, Romain Gary... Dans son entreprise d'inventer un peuple juif, le sionisme vide la judéité de son essence, détruit toute la richesse du judaïsme. C'est là son autre trahison.

Et maintenant?

Pendant longtemps, j'ai choisi la lâcheté. Un pas de côté et je pouvais me considérer blanc. Après tout, ma peau n'est-elle pas blanche? Ne puis-je pas marcher dans les rues du monde entier, avec mon passeport marron, et vivre comme un blanc? Mais il y avait les remarques en apprenant mon nom de famille, me rappelant à ne pas prétendre être qui je ne suis pas. Continuer à me considérer comme blanc, c'est donner un aval silencieux au sionisme. C'est accepter à mon tour le pacte qui donna naissance à Israël. Et c'est hors de question. Alors que faire? Je n'ai pas fini de répondre à cette question. Je ne sais pas si ce sera le cas un jour. Mais voici trois axes, qui ont été partiellement explorés par ce texte, qui me semblent essentiels à traverser pour retrouver une judéité en phase avec son histoire.

D'abord, la Shoah a ses singularités: elle doit être retenue comme incroyablement intense, froide, organisée. Cela ne doit jamais être nié. Mais la Shoah s'inscrit dans une continuité d'actes barbares commis par l'Homme blanc. Avant elle, il y eut le vol, le pillage, la déportation et le massacre des peuples autochtones d'Amérique et son immense mépris. Il y eut la mise en esclavage des peuples d'Afrique et son effroyable longévité. Il y eut la colonisation de l'Afrique du Nord et son incroyable barbarie. Après elle, il y aura l'*apartheid* en Afrique du Sud. Il y aura les massacres de la révolution algérienne. Aujourd'hui, il y a le génocide des Palestinien·nes. La Shoah n'est ni un événement isolé, ni un point de départ, ni un point final; elle est simplement un événement dans la liste des monstruosité commises par l'Homme blanc dans sa quête désespérée de devenir Dieu, dans cette continuité de l'histoire coloniale. Ensuite, la condition de victime qui nous est

imposée par le sionisme depuis la fin de la Seconde guerre mondiale nous empêche de nous réapproprier les événements traumatiques qui ont marqué l'histoire des communautés juives d'Europe. N'avez-vous pas remarqué que les mémoires de la Shoah nous sont arrachées? Où sont les juif/ves pendant les commémorations? Certes, on montre ça et là quelques survivant·es de l'horreur nazie. Mais le centre des commémorations, c'est le peuple blanc qui pleure sa barbarie. Aux descendant·es de colonisé·es, aux dépositaires des mémoires de l'esclavage, qui regrettent que la Shoah prenne tant de place par rapport à leur mémoire, j'aimerais dire: «*Cette place m'emplit du même malaise que vous*». J'entends Freeze Corleone, parce que sa critique ne porte pas sur nos mémoires, mais sur ce que les Blancs en ont fait. Ils ne pleurent pas le mal qu'ils nous ont fait; ils font leur catharsis. Ils se disent, fièrement «*La barbarie est derrière nous. La Shoah n'était qu'un égarement, nous sommes bons*». Il s'agit de leur arracher nos mémoires, puisqu'ils nous les ont volées. De leur rappeler que la Shoah n'est pas un égarement.

Enfin, il s'agit d'exclure complètement le sionisme du spectre de la judéité. Simplement dire «*tous les juif/ves ne sont pas sionistes*», «*pas en notre nom*» n'est plus suffisant. En commettant colonisation, viols, pillages et génocide, en commettant à leur tour une horreur semblable à celle de la Shoah, les sionistes sont devenus blancs et doivent être combattus comme tels. Il s'agit de nous ranger aux côtés des orthodoxes de Neturei Karta qui se dressent fièrement face au sionisme depuis Mea Shearim, au coeur de Jérusalem, et dire avec eux «*Les sionistes ne sont plus juif/ves. Même s'iels sont nés juif/ves, iels ont perdu ce droit*»¹¹. Il s'agit de célébrer chaque intifada comme l'insurrection du ghetto de Varsovie. Il s'agit de dire que le sionisme est au judaïsme ce que Daech est à l'Islam: une fardeau. Une frange radicalisée, qui a perdu tout contact avec notre spiritualité, nos valeurs. Le retour à un judaïsme de paix, fier de son histoire, doit obligatoirement passer par la destruction totale d'une pensée sioniste en son sein. Le salut du judaïsme ne peut se passer de la libération de la Palestine.

Valentin Levy



Homeland, 2010, Sliman Anis Mansour

1. *En Hispanie visigothique: les juifs réduits en esclavage*, Céline Martin, dans *Histoire des juifs*, sous la direction de Pierre Savy, éditions PUF, p.159-163.

2. *Repérer et étudier les quartiers juifs médiévaux de Paris*, Manon Banoun, *Médiévales 86*, printemps 2024, p.43-58.

3. *Présence juive et sociabilité dans l'Italie du bas Moyen Âge*, Alessandra Veronese, *Médiévales 86*, printemps 2024, p.125-137.

4. *La sentence-statut de Tolède inaugure l'ère des statuts de pureté de sang*, Jean-Frédéric Schaub, dans *Histoire des juifs*, sous la direction de Pierre Savy, éditions PUF, p.245-249.

5. *Le premier ghetto: Venise la cosmopolite et le «château» des juifs*, Donatella Calabi, dans *Histoire des juifs*, sous la direction de Pierre Savy, éditions PUF, p.264-268.

6. *Présence juive et sociabilité dans l'Italie du bas Moyen Âge*, op.cit., p.125-137.

7. *Les juifs algériens deviennent français grâce au décret Crémieux*, Laure Blévis, dans *Histoire des juifs*, sous la direction de Pierre Savy, éditions PUF, p.361-366.

8. Expression empruntée à Houria Bouteldja, dans *Les Blancs, les Juifs et nous*, éditions La fabrique, p.64.

9. <<https://ejewishphilanthropy.com/40-of-holocaust-survivors-living-in-poverty-including-a-quarter-of-those-in-israel-buoyed-by-welfare-benefits-and-nonprofits/>>.

10. *Des jésuites à la synagogue de K'ai-feng*, Pierre Antoine Fabre, dans *Histoire des juifs*, sous la direction de Pierre Savy, éditions PUF, p.313-320.

11. <https://www.instagram.com/reel/DJPAXf_MsM-M/?igsh=d3lbyjViYXE5OWFq>.

Magnifique victoire (provisoire...)

Depuis de nombreuses années, j'anime «Le Génie des Alpes», une émission hebdomadaire sur les ondes de Radio Zinzine consacrée aux questions et luttes rurales et écologiques. Il est malheureusement assez rare que nous puissions évoquer des victoires remportées dans de tels combats. Récemment, c'est une belle histoire en Roumanie que nous avons pu relater, une lutte déterminée et courageuse contre des dérogations accordées depuis 12 ans par le ministère de l'Agriculture qui ont permis à de grandes exploitations agricoles d'épandre des pesticides hautement toxiques sur d'immenses surfaces de terre arable¹.

Nous connaissons Ramona Dumincioiu depuis plus de 20 ans, d'abord comme activiste contre les OGM et ensuite comme membre de l'association Eco Ruralis qui représente les paysan·nes traditionnel·les et biologiques. Aujourd'hui elle en est la présidente. En janvier 2025, Eco Ruralis et Romapis, la Fédération des Associations d'Apiculteur/trices roumain·es, ont décidé qu'il était enfin temps de réagir, le ministère venant tout juste de renouveler ces dérogations pour la prochaine saison. Il s'agit de semences, surtout de tournesol et de maïs, enrobées avec trois néonicotinoïdes interdites par l'Union européenne depuis 2018.

Ce n'est pas une mince affaire, car ce sont pas moins de trois millions d'hectares² qui devaient être semés avec ces graines toxiques. Les deux associations ont donc porté plainte contre ces dérogations. Il s'agit d'une double démarche: d'abord un recours pour faire suspendre les dérogations annoncées en décembre, et parallèlement une procédure sur le fond avec l'objectif de les annuler définitive-

ment. Le Forum Civique Européen a apporté une modeste contribution, en aidant Eco Ruralis à payer son avocat et couvrir d'autres frais de justice.

Immédiatement, une alliance malsaine constituée du ministère de l'Agriculture, de plusieurs associations de grandes exploitations³ et de deux industries chimiques, Alcedo et Alchimex, s'est mise à dénigrer et même menacer ces deux associations qui ne seraient pas en mesure de comprendre ou de traiter de telles questions. La sécurité alimentaire du pays serait en jeu, alors que les ministères de l'Environnement et de la Santé ont exprimé leur soutien pour cette démarche.

Le verdict de la Cour d'Appel de Cluj est tombé le 18 mars: suspension des dérogations, une première grande victoire. Les alliés pro-pesticides ont tout de suite fait appel de cette décision et ont également, procédure rare et surprenante, demandé à la Haute Cour de Cassation de suspendre la suspension. Cette requête d'urgence a été examinée le 29 avril et

la Cour a confirmé la suspension: ces néonicotinoïdes restent donc interdits, sans dérogations possibles.

En attendant l'examen du recours du ministère et de ses alliés, dont la date n'a pas été encore fixée, ce qui est déjà clair est que les grandes entreprises agricoles ne pourront pas utiliser les semences enrobées qu'elles s'étaient procurées, ce qui rend encore plus furieux les responsables du ministère et leurs alliés agricoles et industriels. Eco Ruralis et Romapis sont des associations modestes et elles s'inquiètent des pressions agressives de la part de ces puissants acteurs. Elles bénéficient cependant du soutien d'une grande majorité des Roumain·es. En avril, un sondage a montré que 89% des citoyen·nes refusent les aliments produits avec des pesticides et s'opposent à l'utilisation de pesticides interdits par l'Union européenne.

Dans leur communiqué du 30 avril, Romapis et Eco Ruralis précisent que: «*Il existe des alternatives et il est temps d'opérer une transition. Il est important de comprendre que cette interdiction ne représente pas la fin de la route, mais une opportunité pour l'agriculture roumaine. Il existe des moyens légaux sur le marché pour lutter contre les parasites, qui se sont avérés efficaces et durables dans d'autres États membres. Il suffit que ces moyens soient compris, promus et adoptés par les grandes exploitations, comme c'est le cas dans le reste de l'UE.*

Les gros agriculteurs ont encore la possibilité de passer à des semences non traitées ou à des cultures moins vulnérables aux parasites, et l'État doit jouer un rôle actif en soutenant la transition par l'information, les subventions et la recherche publique. Il ne s'agit pas d'un abandon, mais d'une responsabilité collective pour un système alimentaire sûr, de qualité, légal et durable.

Les citoyen·nes et le pouvoir judiciaire envoient un message clair: la sécurité alimentaire, la santé et la biodiversité sont des priorités, et non des objets de négociation politique. Les partis politiques doivent répondre à ces attentes. La voix des citoyen·nes doit compter, surtout lorsque le pouvoir judiciaire confirme ce que les gens disent haut et fort: la Roumanie ne veut pas de pesticides dangereux, interdits dans l'Union européenne.»

Et pendant ce temps, en France...

Une proposition de loi «visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur», déposée par les sénateurs Laurent Duplomb (Les Républicains) et Franck Menonville (Union centriste), a déjà été adoptée par le Sénat et a commencé son parcours à l'Assemblée nationale le 6 mai. Elle vise notamment à «mettre fin aux surréglementations» en matière de pesticides et en particulier la réintroduction dérogatoire de l'acétamipride, un insecticide de la famille des néonicotinoïdes interdit en France depuis 2018 et réputé particulièrement nocif pour les pollinisateurs.

Nicholas Bell

Radio Zinzine - membre FCE-France



Commentaire sur les élections

Depuis les élections de novembre 2024, le Parlement roumain est divisé et les partis sont largement désorientés. Le PSD, formellement social-démocrate, pourrait se scinder en une aile gauche et une aile nationaliste. L'élection en mai de Nicușor Dan à la présidence est toutefois plus que le fameux œil au beurre noir. Une victoire du hooligan George Simion aurait été une catastrophe: il aurait nommé le charlatan Călin Georgescu au poste de Premier ministre et le PSD serait devenu le faiseur de roi d'un gouvernement d'ultra-droite. La participation électorale des citoyen·es et de la minorité hongroise a permis d'éviter ce scénario pour le moment. Mais il en faut plus. Sans partis proposant aux habitant·es des villes, des campagnes et de la diaspora des réponses aux questions sociales, la victoire de l'extrême droite sera assurée en cas de nouvelles élections.

Jochen Cotaru
FCE Roumanie

1. Lien direct vers cette émission: <http://www.zinzine-domaingroup.net/?ref=10251>

2. La Roumanie possède un total de 10 millions de terres arables

3. Membres de l'association européenne des syndicats et coopératives agricoles, Copa-Cogeca.

500 ans de guerres paysannes

Il y a 500 ans avait lieu ce qui est probablement le plus grand soulèvement de masse en Europe pour un ordre social plus juste, resté dans l'Histoire sous le nom de «guerre des paysans». À l'époque, c'est la population paysanne qui portait le poids principal du maintien de la société féodale. L'écrasement de la révolte et la poursuite de l'oppression de la paysannerie sont aujourd'hui considérés comme les prémisses du capitalisme moderne. Dans ce contexte, l'expulsion des paysan·es de leurs pâturages et de leurs forêts utilisés collectivement, les «communs», a été un élément clé. (Première partie*)

L'exploitation actuelle de la nature et le harcèlement des groupes indigènes sont-ils une continuation globale des événements d'il y a 500 ans? Aujourd'hui encore, dans de nombreux pays, des personnes s'opposent à l'accaparement des terres et à l'exploitation. Raison de plus pour se remémorer l'histoire des guerres paysannes.

Cette guerre des paysans allemands a été le plus grand soulèvement populaire d'Europe occidentale avant la Révolution française. Elle s'est répandue comme une traînée de poudre du sud-ouest de l'Allemagne au Wurtemberg, à la Souabe, à l'Allgäu, à la Franconie, à la Thuringe et à la Saxe jusqu'en Alsace, dans l'actuelle France, au Tyrol, Salzbourg, et Styrie, en Autriche, et en Suisse. Elle se déplaçait le long des vallées d'une région à l'autre et éclatait de manière inattendue dans des régions très éloignées. Partout, des paysans et des paysannes se sont soulevés contre la noblesse et le clergé. Au plus fort de la guerre des paysans, plus de cent mille personnes s'étaient alliées aux insurgés.

Les guerres des paysans avaient déjà exercé une grande fascination sur de nombreuses générations auparavant. Il s'agissait en effet d'une révolte dont les revendications non satisfaites se sont perpétuées pendant des siècles. L'écrasement de la révolte et la poursuite de l'oppression de la paysannerie sont aujourd'hui considérés comme les conditions préalables à l'établissement du capitalisme moderne. Les guerres des paysans ont-elles vraiment un rapport avec la structure sociale et l'agriculture actuelles? Et si oui, pourrions-nous en tirer des enseignements? Je pose cette question à Lisa Francesca Rail, anthropologue culturelle et sociale. Elle s'intéresse aux guerres des paysans de 1525 dans la perspective des débats actuels sur la politique agricole et mène des recherches sur l'économie alpestre autrichienne et sur les théories de la propriété, notamment au Kirghizistan.

Lisa: «C'est une question tout à fait légitime, car à première vue, les guerres paysannes semblent très éloignées de l'agriculture et de la politique alimentaire de notre époque. Pour ne citer que quelques exemples: en 1525, une grande partie de la population européenne est active dans l'agriculture, alors qu'aujourd'hui, elle ne représente que quelques pour cent. En 1525, il existe des rapports de dépendance féodale, c'est-à-dire que la population paysanne est liée aux seigneurs, à la noblesse et aux princes, alors qu'aujourd'hui nous vivons dans des démocraties libérales. Mais je pense que cela devient particulièrement passionnant lorsque nous nous concentrons

sur les préoccupations des paysan·es révoltés et que nous nous demandons contre quoi ils se sont battus et défendus en 1525. Je pense que l'on peut résumer en disant qu'il s'agissait d'une part de luttes contre la dépendance et l'oppression politique, et d'autre part de luttes contre l'exploitation, c'est-à-dire contre la privation des moyens de subsistance. Il s'agissait également de révoltes contre l'augmentation des taxes à l'époque, mais aussi contre la privation de forêts et d'autres ressources, qui étaient alors considérablement limitées. En bref, les paysans et paysannes révoltés voulaient une vie plus autodéterminée, ils voulaient pouvoir vivre de la terre et de leur travail».

Il y a 500 ans, l'expulsion des paysan·es des pâturages et des forêts utilisés collectivement, les «communs», a été un élément clé. De plus, la charge des corvées et des taxes, qui permettait par exemple aux Habsbourg de financer les guerres contre les Turcs à cette époque, était énorme. Malgré son ampleur, la guerre des paysans et sa répression sanglante sont aujourd'hui presque tombées dans l'oubli. L'intérêt se porte plutôt sur Luther et la Réforme – la guerre des paysans a longtemps été considérée comme un événement secondaire.

Liberté et droits humains

Franziskus Forster, politologue et lecteur à l'Université d'agriculture à Vienne: «Pour nous, en tant qu'organisation de petit·es paysan·es et de montagnard·es, en tant qu'ÖBV-Via Campesina Autriche, il est important de se souvenir de cette histoire, car il s'est passé des choses énormes, étonnantes et très importantes il y a 500 ans, si nous pensons par exemple aux douze articles de Memmingen, qui ont été diffusés largement en 1525 et ont servi de base à la résistance. C'était l'un des premiers textes sur les droits humains et la liberté. Si nous les lisons aujourd'hui et si nous nous les remémorons, cela a une très grande importance pour nous, pour nos paysans et nos paysannes, pour en tirer des leçons (...)».

Franziskus Forster publie la revue *Bäuerliche Zukunft* (avenir paysan) pour *ÖBV-Via Campesina Autriche*, dont l'édition actuelle est consacrée au thème des 500 ans des guerres paysannes. Les «Douze articles» mentionnés ont été rédigés en mars 1525 dans la ville de Memmingen, en Haute-Souabe. Ils sont considérés comme un manifeste politique, un cahier de doléances et un programme de réforme. Ils contiennent les revendications des paysan·es envers la Confédération souabe, c'est-à-dire envers les représentants de la noblesse et du clergé. Le manifeste a été pu-

blié en 25 éditions imprimées, soit environ 25 mille exemplaires au total, qui se sont rapidement répandus. Un événement médiatique moins de cent ans après l'invention de l'imprimerie. La quasi-totalité des insurgés se référaient à ce pamphlet, qui joue un rôle central dans l'historiographie de la guerre des paysans.

Forster: «Et il est également très important de ne pas considérer cette histoire comme une histoire des dominants, mais comme une populaire. C'est l'histoire de mouvements qui se sont engagés avant nous pour une vie meilleure, pour une société plus juste. Et là, il y a 500 ans, un processus très important était en cours, dont les effets se font peut-être encore sentir aujourd'hui».

Les «Douze articles» de Memmingen contenaient entre autres l'exigence que chaque paroisse ait le droit d'élire elle-même son pasteur et, le cas échéant, de le révoquer. Toutes les forêts ainsi que les prairies et les champs qui étaient des terres communales devaient être restitués aux paysan·es afin qu'ils puissent couvrir leurs besoins en bois de construction et de chauffage. En outre, les corvées étaient remises en question et l'abolition du servage était réclamée.

Florian Hurtig est auteur de livres spécialisés et paysan dans une agriculture solidaire, c'est-à-dire une association de producteur/trices et de consommateur/trices, dans le village d'Alfter près de Bonn. Dans son livre à paraître sur les guerres paysannes, il aborde en détail les événements de l'époque et leur signification pour l'époque actuelle.

Hurtig: «Cela a commencé dès l'été 1524, dans la région du lac de Constance, dans le Hegau et le Klettgau. On raconte que la comtesse de Lupfen avait envoyé ses paysan·es ramasser des coquilles d'escargots au moment des moissons, parce qu'elle en avait besoin pour enrouler du fil, et que les paysan·es n'avaient donc pas pu récolter leur moisson, et que cela avait été le déclencheur. C'est une anecdote que l'on raconte toujours. C'est à cet endroit et à cette époque que tout a commencé. C'est de là que ça s'est propagé dans le Wurtemberg et le pays de Bade, et en mars 1525, ça s'est propagé dans toutes les directions, en Bavière, en France actuelle, en Alsace. La phase d'apogée en Autriche a été un peu plus tardive, elle s'y est maintenue un peu plus longtemps, jusqu'en 1526, où les mineurs étaient également de la partie, et au Nord jusqu'en Hesse et en Thuringe».

L'histoire se fait

La guerre des paysans ne peut pas être considérée séparément de l'action de Martin Luther. Quelques années auparavant, il s'était opposé à l'empereur Charles Quint et aux États impériaux lors de la diète de Worms, en refusant de révoquer ses 95 thèses. Mais bientôt, les princes du pays et les premières villes capitalistes se rallièrent à lui, car ils voyaient leur chance arriver avec la nouvelle foi et ne voulaient pas laisser les paysans révoltés leur contester leur pouvoir ascendant. Luther a même fait de sa position un credo qui perdure encore aujourd'hui: seul l'homme intérieur est vraiment libre, écrit-il, l'homme extérieur reste soumis à l'autorité. Son célèbre adversaire Thomas Müntzer, qui s'était mis à la tête des armées paysannes en tant que prédi-

cateur, voyait les choses différemment. C'est ainsi que s'est ouverte à l'époque une fenêtre d'opportunité pour une justice sociale globale, comme le souligne Franziskus Forster de l'association de petites paysannes ÖBV.

Forster: «Il est toujours important de comprendre l'histoire comme quelque chose que l'on voit a posteriori: ça aurait pu se passer autrement, différemment. Il y a toujours des alternatives, il y a toujours eu des alternatives, l'histoire se fait. Et bien sûr, les guerres des paysans et bien d'autres mouvements avant nous sont souvent des histoires de défaites, de revers. Mais on peut aussi le comprendre de cette manière, en regardant ce qu'il y a de non résolu, quelles sont les alternatives qui étaient déjà prêtes, quelles sont les alternatives qui existent et qu'est-ce que nous pouvons aussi en tirer pour notre avenir paysan».

La première pierre de la répartition inégale des terres en Europe a été posée à la fin du Moyen Âge. Après l'écrasement des révoltes paysannes, le vol de terres s'est poursuivi outre-mer au 16^e siècle avec la colonisation du soi-disant Nouveau Monde. L'historienne italo-américaine Silvia Federici a toujours souligné dans ses ouvrages le lien entre le vol des communs en Europe et les raids coloniaux. Son œuvre la plus célèbre, *Caliban et la sorcière*, a été largement reçue, notamment dans les débats féministes. Ce n'est pas un hasard si la science moderne, avec sa vision mécaniste et rationaliste du monde, s'est également développée au début des temps modernes. René Descartes et Francis Bacon sont aujourd'hui considérés, si l'on y réfléchit, comme les philosophes qui, aux 16^e et 17^e siècles, ont donné une légitimité à la séparation de la nature et de l'homme et, en fin de compte, à l'oppression des paysannes et des colonisées prétendument primitives. Franziskus Forster rappelle la continuité de cette pensée jusqu'à nos jours:

«De notre point de vue, il est également important de se demander quels sont les mécanismes qui, il y a 500 ans et peut-être

encore aujourd'hui, font que les paysannes n'ont pas assez pour vivre, que l'oppression et l'exploitation continuent d'exister, y compris dans une perspective globale, et qu'il existe une agriculture qui n'est toujours pas en mesure de nourrir tous les habitants de la planète. Ou encore de comprendre pourquoi la terre est-elle si inégalement répartie, comment cela s'est-il produit? Là, il faut effectivement remonter très loin – environ 500 ans – pour comprendre cela de plus près».

L'inégalité de la répartition des terres a également préoccupé Karl Marx dans son œuvre principale *Le Capital*. Dans le fameux chapitre 24 du premier volume, il est question de ce que l'on appelle l'accumulation originelle, que Marx décrit comme le «processus historique de divorce entre le producteur et les moyens de production». Celui-ci débute au début de l'ère moderne et constitue, selon Marx, «la préhistoire du capital et du mode de production qui lui correspond». Au Moyen Âge, contrairement à ce que l'on croit souvent, la population paysanne disposait en revanche d'une plus grande marge de manœuvre économique et sociale, comme le souligne Florian Hurtig.

«La communauté villageoise était organisée autour des communs et pouvait agir de manière relativement autonome. Et c'est justement l'organisation collective sur les communs qui a conduit à une prise de conscience collective et à une organisation collective: qui conduit quand les animaux dans la forêt, qui utilise quand les pâturages, qui utilise l'écorce des chênes pour la tannerie, et c'est ainsi qu'est née une organisation collective du village qui a conduit, ou pouvait conduire à un soulèvement aussi massif, parce que l'organisation collective était déjà rodée».

Alexander Behr
membre FCE-Autriche

* Cet article est la 1^{re} partie de la transcription d'une émission de radio d'Alexander Behr (FCE-Autriche) intitulée «500 ans de guerres paysannes - résistance à l'accaparement des terres et à l'exploitation» dans la série «Dimensions». L'émission a été diffusée le 15 avril 2025 sur la radio autrichienne Ö1.

HAUT-PARLEUR

Quand le Jura criminalise l'aide aux migrant-es

Je m'appelle Caroline Meijers, j'ai 61 ans, je vis dans le Jura depuis 1993, mes enfants sont nés ici et je suis naturalisée suisse. Depuis 1996, je m'engage avec beaucoup d'autres Jurassiennes et Jurassiens pour défendre les droits des plus faibles, dans l'esprit des fondateurs du Canton du Jura, qui voulaient que le Jura soit un pays ouvert, pour l'accueil des personnes menacées par la misère, la guerre ou la violation des droits fondamentaux dans leur pays. En 2001, nous avons créé le Mouvement Jurassien de Soutien aux Sans-papiers (MJSSP). Et quel accueil la population jurassienne nous a fait! Nos fêtes, conférences, débats, pétitions et manifestations de solidarité avec des migrant-es menacés d'expulsion ont toujours reçu un fort soutien de la population. La presse locale, le *Quotidien Jurassien* en tête, suivi de près par *Fréquence Jura*, nous a soutenus avec bienveillance en se faisant l'écho de nos activités. C'est avec la même bienveillance que les autorités cantonales nous ont reçus et que la police jurassienne a accompagné nos manifestations, arrêtant les voitures pour nous laisser passer. Quelle n'a donc pas été ma surprise d'être réveillée, le 3 avril 2024, par deux policiers jurassiens, qui venaient chercher un jeune Syrien auquel j'avais donné mon adresse pour qu'il puisse garder ouverte sa demande d'asile en Suisse. Jamais cela n'était arrivé dans les 24 ans d'activités du MJSSP!

Une procédure pénale pour infraction à la Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration a été ouverte contre moi, et mon procès aura lieu le 8 juillet à 14 h au Tribunal cantonal à Porrentruy. Venez s'il vous plaît me soutenir, et venez protester contre le fait qu'aider des gens qui fuient la guerre soit considéré comme un délit! Et cela dans le Jura!

Caroline Meijers

A VOS POSTES!

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine



L'Internationale Réactionnaire, avec Nicolas Truong

«L'internationale réactionnaire ou comment trois familles de pensées se retrouvent dans leur détestation du progressisme», c'est le titre d'un article du *Monde* signé Nicolas Truong. Nous le retrouvons pour expliciter ce tableau bien incarné par le système Trump, où convergent des «ultra-conservateurs chrétiens», des «nationaux-populistes», et des «techno-libertariens». Des courants qui se contredisent mais qui convergent contre ce qu'ils appellent les *wokes* ...
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10336>

Antisémitisme, antisionisme. De quoi parle-t-on?

Entretien avec Olivier Lek Lafferrière, membre de l'UJFP, professeur agrégé de philosophie et animateur de formation antiraciste, notamment contre l'antisémitisme.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10294>

Pinar Selek, la solidarité autour du procès du 25 avril

Le procès et des informations sur son nouveau livre qui parle de sa recherche sociologique confisquée il y a 27 ans par les autorités turques. Son travail portait sur la question kurde. Plus de 60 entretiens réalisés au Kurdistan, en France et en Allemagne. Un travail de mémoire qui renaît aujourd'hui comme une forme de résistance irrépressible.
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10315>

Protection de la nature et extrême droite

L'écologie est souvent associée à des idées d'émancipation sociale. Cependant des groupes et des individus d'extrême droite s'engagent également dans les mouvements de protection de la nature et de l'environnement. Iels s'opposent au génie génétique et à l'énergie nucléaire. Iels plaident pour une agriculture biologique, pour un élevage respectueux des animaux et la décroissance. Dans un même temps, iels diffusent des discours identitaires et nationalistes, reposant sur la haine des «étrangers» et de toutes les minorités. Quelles sont les motivations des acteurs d'extrême droite à s'emparer de l'écologie? Quels sont leurs objectifs? Comment faire face?
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10319>

Terre et Dignité, ou le néocolonialisme en Tunisie

Elie de l'association Survie a réalisé avec le collectif Halfa Terre et Liberté, un film documentaire qui montre comment certaines multinationales telles que Danone, Rougier et Steiff pillent la Tunisie rurale. Ces entreprises bénéficient de passe-droits, échappant à toute taxation, exploitent la main-d'œuvre, pompent l'eau des sous-sols au détriment de la population locale, captent les meilleures terres, imposent un mode de production exportateur et polluent. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10267>